

étrangères, qui se réunira périodiquement jusqu'à la prochaine réunion des chefs de gouvernement à Kuala Lumpur, en 1989. Le comité a été investi d'un vaste mandat, à savoir donner à la poursuite des objectifs dont sont convenus les chefs de gouvernement dans la déclaration de l'Okanagan tout le dynamisme et toute l'orientation nécessaires. J'ai l'honneur, au nom du Canada, de présider ce Comité, qui comprend les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, de l'Inde, du Guyana, du Nigéria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe.

Je suis resté en contact avec mes collègues du Comité et le Secrétariat du Commonwealth, et je puis vous annoncer aujourd'hui que le Comité tiendra sa première réunion en Afrique australe même, soit à Lusaka, en Zambie, au début de février. D'ici là, nous nous pencherons sur certaines des initiatives proposées dans la déclaration de l'Okanagan et nous étudierons d'autres mesures avec le Secrétariat du Commonwealth.

La Conférence de Vancouver a porté sur trois points principaux - les sanctions, l'aide aux États de la ligne de front, et la nécessité de redoubler d'efforts pour soutenir les adversaires et les victimes de l'apartheid et encourager en général l'ouverture d'un dialogue. Le Comité des ministres des Affaires étrangères et le Secrétariat étudieront les moyens d'étendre et d'intensifier le programme de mesures économiques déjà en place. Ils prévoient notamment étudier les moyens utilisés pour contourner les sanctions, les répercussions de ces sanctions et les relations financières de l'Afrique du Sud.

Le Comité aura également pour priorité d'encourager et d'aider les opposants à l'apartheid en Afrique du Sud même et de contrer les effets de la censure et de la propagande. Il ne saurait y avoir de véritables progrès sans un dialogue sincère entre le gouvernement sud-africain et des représentants authentiques de la communauté noire. Malheureusement, comme je l'ai constaté moi-même au cours de la visite que j'ai effectuée en Afrique australe en août dernier, il y a peu d'espoir que cela se réalise à court terme. Nous croyons toutefois que le Commonwealth peut contribuer à l'ouverture d'un dialogue en Afrique du Sud en multipliant ses contacts avec les Sud-Africains de toute appartenance.

À Vancouver, les chefs de gouvernement se sont tous déclarés déterminés à renforcer la capacité des voisins de l'Afrique du Sud de résister à la politique de déstabilisation et de destruction menée par Pretoria. Le